

Chambre des communes, devant le manque de sincérité évident du gouvernement en ce qui concerne les problèmes du pays. Ce qui m'étonne le plus c'est de voir comment un groupe d'individus, que l'on suppose être les personnes capables de résoudre nos problèmes, s'en accommoder au contraire. Je n'arrive pas à comprendre comment un gouvernement, qui est supposé avoir à sa disposition les plus grands cerveaux du pays, ne peut donner les directives qui permettraient de résoudre heureusement le problème de l'achat et de la vente du poisson.

Il y a quelque 25 ans, l'industrie du poisson était comparativement prospère à Terre-Neuve; elle occupait la seconde place après l'industrie du papier et de la pâte à papier. Les années passent et, au lieu de marcher de pair avec la concurrence et de se tenir au courant des méthodes modernes, au lieu de donner l'impulsion qui permettrait de soutenir la concurrence, au lieu de permettre la formation sur place pour le contrôle de la qualité, au lieu de créer des marchés, le gouvernement a abandonné les pêcheurs de la région atlantique et a permis à l'industrie d'en arriver à sa situation actuelle.

En 1963, le premier ministre libéral d'alors a, dans un discours électoral, promis qu'un nouveau gouvernement libéral coopérerait avec Terre-Neuve, où l'industrie de la pêche est si importante. Voici ce que disait M. Pearson:

Nous mettrons au point un programme pour développer l'industrie de la pêche en partant du principe que le gouvernement canadien devrait faire pour les pêcheries ce qu'il a déjà fait pour l'agriculture.

Il y a cinq ans de cela, M. le président.

• (5.30 p.m.)

Quelle histoire de pêche! Si nous devons demander aux pêcheurs quelles mesures ont prises les deux gouvernements libéraux—le fédéral et le provincial—pour les assister, j'estime que la réponse serait: «Aucune». Ce qui me confond et me dépasse, c'est l'impossibilité de trouver le moyen d'attirer l'attention du gouvernement sur une urgence qui est réelle. Depuis l'ouverture du Parlement, nous nous sommes évertués à signaler la gravité de la situation où se trouve l'industrie de la pêche dans notre province et à démontrer la nécessité d'une aide. Les députés de Terre-Neuve se sont entretenus avec le ministre des Pêcheries il y a deux mois. Ils ont été en contact avec lui ou avec ses fonctionnaires presque journellement, depuis. Je tiens à dire que le ministre et les membres de son personnel m'ont apporté toute leur coopération en me fournissant des réponses honnêtes et sincères, sinon des solutions. Je suis sûr que le ministre se rend compte de la gravité de la

situation. Je dois présumer qu'il a non seulement hérité du gâchis créé par ses prédécesseurs mais qu'en outre, ses efforts ont été contrecarrés par son supérieur, quel qu'il soit —et j'emploie le singulier intentionnellement.

Nous avons sur les bras un problème très grave, qui deviendra d'urgence nationale, en vérité, si ce n'est déjà fait. La catastrophe n'a été retardée que par l'étrange tournure qu'ont prise les événements mondiaux. Je me demande si nous nous en rendons compte et si le gouvernement perçoit qu'il a échappé à l'effondrement d'une industrie qui touche, directement ou indirectement, 100,000 personnes, uniquement parce qu'une expédition de quelque 10 millions de livres de morue sèche a été envoyée à la population affamée d'un certain pays. Je le demande, doit-on se fonder là-dessus pour juger de l'avenir de l'industrie de la pêche? Qu'arrivera-t-il l'an prochain? Je puis aussi demander ce qui se produira pendant que le gouvernement continuera à chercher un programme de longue portée. Que dire des trois prochains mois? Et du présent? Pourquoi prêchons-nous, d'un côté, la modération dans les dépenses et, de l'autre côté, gaspillons-nous des millions? Comment le gouvernement peut-il justifier cette économie de \$35,000 sur les subventions à l'achat du sel, alors qu'il est prêt à dépenser autant pour une élection partielle causée par le caprice et la fantaisie d'un individu? Comment peut-il justifier la suppression des paiements d'appoint à l'industrie de la pêche et le gaspillage de millions de dollars pour les arts, les centres culturels et les ameublements de luxe?

Et puis, monsieur le président, parlons de l'aide étrangère. Accordons de l'aide aux pays dans la misère, mais ne fermons pas les yeux sur nos propres besoins.

La circonscription que je représente longe le littoral sur une distance de quelque 300 milles. Elle compte une centaine de collectivités qui s'adonnent surtout à la pêche. Ses habitants y sont robustes, honnêtes et industrieux. Ce sont des Canadiens fiables et consciencieux. Ils ont le sens inné de la pêche, que feraient bien d'observer les supposés experts en économique. Ces gens ne demandent pas d'aumône. Ils ne veulent pas d'assistance sociale déguisée, la générosité du gouvernement. Tout ce qu'ils désirent, ce sont des directives sensées de la part de celui-ci. Mais ils n'ont plus foi en lui à cause de ses politiques sans cesse changeantes. Ils en ont marre des programmes d'aide en vigueur aujourd'hui mais en panne demain. Ils aimeraient avoir la chance de concurrencer les dragueurs étrangers qui peuvent leur enlever leur subsistance parce que le gouvernement ne veut pas imposer de limites de pêche. Ils aimeraient seulement recevoir des directives réalistes de la